

POLICY FORUM

Solutions for Canadian Digital Policy and Legislation

05 Panel: Foresight in Digital Policy

The Canadian Internet Society Policy Forum:: Solutions pour la politique et la législation numériques canadiennes

25 novembre 2024 - Rideau Club, Ottawa05 Panel de prévision sur la politique numérique

Jesse Hirsh: Je suis encore choqué que quelqu'un puisse avoir un modérateur qui prétend être un punk et qui modère réellement, et je ne vais pas présenter notre panel, car comme beaucoup d'entre vous, je les rencontre pour la première fois aujourd'hui, et qui serais-je pour prétendre savoir quoi que ce soit sur vous à part consulter notre autorité algorithmique locale Google, en qui j'ai confiance, mais néanmoins j'aimerais vous entendre dire Quel est votre nom ?

Quelle est votre affiliation organisationnelle ? Et sur une échelle de 0 à 10, où 0 représente la dystopie et 10 l'utopie, comment vous sentez-vous par rapport à l'avenir ?

Anil Arora - World Bank: Je ne suis pas un punk.

Bip ! Et vous comprendrez très vite pourquoi. Je m'appelle Anil Arora. Je viens de prendre ma retraite en tant que Statisticien en chef du Canada à la fin du dernier exercice financier en mars. Actuellement, je suis professeur de gouvernance numérique et de leadership à Harvard, et je fais également du conseil dans le domaine des données et du numérique à l'échelle mondiale.

En termes de zéro à dix, je ne sais pas, je me sens plutôt optimiste aujourd'hui. Je dirais que nous sommes probablement à sept et demi environ.

Shannon Lundquist - Deloitte: Super. Bonjour à tous. Je m'appelle Shannon Lundquist. Je suis vice-présidente et je dirige notre pratique fédérale chez Deloitte Canada. Je suis également optimiste en matière de technologie et je crois fermement en l'IA pour le bien.

Oui, donc cela influencera évidemment mes commentaires aujourd'hui. Je pense que je suis à six et demi. Toujours du côté positif.

Jeanette Patell - Google: Bonjour à tous, je m'appelle Jeanette Pattel. Je dirige l'équipe des affaires publiques et des politiques publiques de Google, ici au Canada. Je suis également, sans surprise, une optimiste technologique. Et quand je pense à l'avenir, sur une échelle de zéro à dix, à court terme, je dirais peut-être un sept, et à long terme, certainement un huit.

Yana Lukashev - AWS Canada: Bonjour à tous. Je suis Yana Lukashev, principale pour Amazon Web Services au Canada au niveau fédéral et au Québec, couvrant les politiques publiques. Et Jesse, tu sais quoi ? Tu es très dynamique, et je pense que cela influence ma réponse en ce moment. Mais si je reviens à un peu de réalité pour moi-même, ce sera un 5,5.

Jesse Hirsh: 5,5, bien que techniquement toujours au-dessus de 5. Toujours du côté positif. Tu n'as pas dit pour toi, Jess. Pour moi, je dirais qu'en ce moment, je suis probablement à environ 2. Mais je demande au public de réfléchir dans leur tête à ce que ce chiffre serait pour eux en ce moment, dans une heure. Nous verrons si ce chiffre a changé.

C'est pourquoi je comptais répondre peut-être à la fin. Donc maintenant je suis à 2, mais étant donné que la moyenne augmente clairement, cela pourrait changer d'ici la fin. Parce que nous avons la tâche très difficile de non seulement parler de l'avenir, mais presque de manière oxymorique de parler de la perception de l'avenir par le gouvernement, et de sa préparation pour l'avenir, ce qui n'est pas une mince affaire.

Et je vais brièvement commencer par une définition, car j'étais un peu critique envers Mark qui n'a pas défini ce qu'il entendait par confiance. Je suis un grand fan de l'idée de l'effet rétroviseur de Marshall McLuhan. L'idée que ce que nous percevons comme le futur est en réalité le présent, et je pense que l'IA en est un excellent exemple, et ce que nous percevons comme le présent est en réalité le passé.

Et nous essayons constamment de rattraper notre retard. Alors, commençons d'abord par la question générale : comment le gouvernement pourrait-il, mais j'irais même jusqu'à dire, et devrait-il, penser à l'avenir ? Devrait-il y avoir, comme dans le célèbre livre "Ministère du Futur", plus de prévoyance stratégique, quelle que soit la manière dont vous la définissez, dans chaque ministère, sans parler du Cabinet du Premier ministre ou du Bureau du Conseil privé ? L'avenir est-il quelque chose sur lequel le

gouvernement devrait se concentrer, et comment, de manière très générale, si nous pouvons entrer plus dans les détails au fur et à mesure de notre conversation.

Quelqu'un de courageux voudrait-il commencer?

Shannon Lundquist - Deloitte: Je peux commencer. Donc, je crois que nous devons, et pas seulement le gouvernement, je pense que nous, en tant que société, individuellement et au niveau gouvernemental, devons nous habituer à penser à l'avenir, et pas de manière fataliste, mais en réfléchissant à comment nous échouons, et à nous sentir à l'aise avec l'échec, surtout en ce qui concerne des domaines comme la technologie.

Nous devons faire cela afin de créer une certaine résilience numérique dans nos systèmes, dans notre infrastructure critique, et dans notre approche de la planification à tous les niveaux de gouvernement.

Jesse Hirsh: Exactement. Je suis un grand partisan de l'idée que l'avenir repose sur l'échec rapide et fréquent, car c'est ainsi que vous obtiendrez assurément l'avenir que vous désirez.

D'autres pensées ?

Yana Lukashev - AWS Canada: Bien sûr, je peux peut-être intervenir ici aussi. Donc, pour nous, nous voyons cela, je pense, de deux manières. Il y a un rôle pour le gouvernement de regarder vers l'intérieur. Et il y a un rôle pour le gouvernement d'exercer ses compétences en leadership vers l'extérieur. Je vais être un peu pessimiste ici, alors pardonnez-moi, mais nous entrons dans des cycles d'innovation économique, des cycles politiques et des paysages très difficiles qui vont remettre en question notre façon de faire les choses, et je pense que nous devons en être très conscients et très attentifs, et établir les règles pour le gouvernement, pour l'industrie, pour la société civile, pour le monde académique, pour les Canadiens ordinaires.

Et donc pour nous, je pense que cela va être, premièrement, une prise de conscience, et deuxièmement, regardons vers l'avenir sur comment nous assurer de construire cette résilience. Que faut-il pour bâtir des infrastructures critiques ? Comment maximiser cela ? Comment démocratiser cela ? Quels sont les défis et les opportunités, encore une fois, au Canada et à l'extérieur du Canada ?

Et je pense que les gouvernements ont des politiques très ambitieuses pour l'avenir. Nous voulons que le Canada réussisse. Nous voulons qu'il devienne compétitif, productif. Nous voulons l'égalité des chances pour tous les Canadiens. Nous voulons qu'ils développent des compétences. Nous voulons qu'ils aient des emplois. Nous devons donc avoir une conversation sur comment établir une base commune, puis comment envisager l'avenir et le rôle de chacun.

Jesse Hirsh: Jeanette ?

Jeanette Patell - Google: Oui, je pense que cela se connecte bien à ma façon de voir les choses, car plutôt que de penser à l'avenir pour l'avenir, je pense que nous devons en tant que Canada réfléchir à nos objectifs, avoir une vision claire de l'objectif final, et ensuite travailler pour atteindre cet objectif.

Quels sont les changements nécessaires pour atteindre cet objectif ? Quels sont nos risques et nos opportunités ? Quand on pense au rôle de la technologie dans la réalisation de ces objectifs, quel est le risque du statu quo ? Comment encourager notre gouvernement et notre société à adopter une mentalité d'opportunité ? Quand nous réfléchissons à cela, je pense que nous sommes vraiment dans une situation où nous devons surfer sur la vague plutôt que de nous laisser submerger par elle.

Et si nous essayons d'arrêter cette vague, nous échouerons. Alors, comment pouvons-nous réfléchir à l'objectif final ? Comment y parvenir ensemble ? Et comment saisir l'instant ?

Jesse Hirsh: Exactement, et j'entends ici une sorte de fil conducteur de résilience et d'ambition qui travaillent ensemble d'une manière que je trouve vraiment très positive.

Anil Arora - World Bank: Eh bien, vous avez dit que vous croyiez fermement à la définition, donc vous savez, quand vous dites gouvernement, le terme est tellement vaste. Vous avez le municipal, le régional, l'indigène, le fédéral, et ainsi de suite. Vous avez les politiciens, puis vous avez les bureaucrates, et ensuite vous avez des couches et des couches, et ainsi de suite.

Donc, je ne vais pas parler du gouvernement comme d'une entité amorphe. Je peux vous dire en tant qu'individu, en tant que haut fonctionnaire, en tant que sous-ministre. Tout ce que je faisais, c'était réfléchir à la situation actuelle et à la direction que le décideur souhaite prendre pour le Canada, et ce qui est nécessaire du point de vue des données, de l'intelligence, de l'information pour façonner ou du moins comprendre et mieux affronter les défis auxquels nous sommes confrontés.

Et je dirais, regardez simplement où nous en sommes au Canada par rapport à de nombreux autres pays. Et je dirais que nous avons fait un travail assez décent. Maintenant, cela ne veut pas dire que nous devons nous détendre et continuer à faire les mêmes choses. Parce que, garanti, ce serait une recette pour l'échec, surtout du côté de la technologie.

Donc, tout d'abord, il ne s'agit pas de jeter le bébé avec l'eau du bain. Il s'agit de voir où il y a des opportunités pour nous d'améliorer considérablement notre travail. Et donc cela. Plus ou moins trois points, ou, quelle que soit la moyenne de nous tous, trois, trois et demi pour cent ou points, je suppose, de différence.

Quels sont les domaines clés sur lesquels nous devons nous concentrer ? Et c'est là que je pense qu'il y a beaucoup de possibilités. Que ce soit la transparence et la confiance, les données et les preuves dont nous avons besoin, les cadres réglementaires et juridiques nécessaires, ou la collaboration et le travail en commun dont nous avons besoin.

Et enfin, c'est le leadership que nous devons exercer à la fois au niveau national à travers les différents niveaux de gouvernement. Avec nos collègues du secteur privé, la société civile et les autres niveaux de gouvernement, ainsi que ce que nous devons faire sur la scène mondiale.

Jesse Hirsh: Eh bien, et sur ce point du leadership, passons à la stratégie, car l'une des raisons pour lesquelles je suis encore un peu hésitant, c'est que lorsque je regarde le grand public votant, je vois beaucoup de nostalgie, je vois un grand désir pour le passé.

Et il n'y a pas vraiment beaucoup d'appétit pour le type de futur, je pense, que nous voyons, et que nous voyons comme une opportunité. Et dans le dernier panel, nous avons, vers la fin, abordé de nouveaux types de consultation, et de nouvelles façons de mobiliser les gens dans le processus politique. Alors, quelle est la stratégie pour vraiment aller jusqu'au bout, à la fois sur l'angle du leadership, mais aussi en parlant de la résilience et, de mon point de vue, en voyant la cible, en voyant l'objectif comme un motivateur.

C'est quelque chose qui rassemble vraiment les gens. Donc, et ici, nous n'avons pas besoin de plonger au sein du gouvernement. Nous pouvons parler du secteur privé, nous pouvons parler de la société civile, mais quelles sont les stratégies pour atteindre ce genre de prévoyance ? Quelles sont les stratégies qui normalisent les discussions sur l'avenir, qui normalisent les discussions sur l'IA, le biohacking, beaucoup de choses folles qui circulent dans les cercles futuristes et qui n'atteignent pas vraiment les cercles politiques, du moins pas de manière substantielle. Jeannette, tu sembles impatiente de répondre. S'il te plaît.

Jeanette Patell - Google: Eh bien, je vais juste répondre à une petite partie de ce que vous avez dit. Et c'est juste, sur l'état d'esprit du public. Et je pense que l'une des choses que nous avons observées, donc nous avons publié un rapport en octobre sur l'impact économique de Google au Canada, mais l'une des choses que nous testions était la perception du public sur l'IA.

Et ce que nous avons trouvé, et je n'ai pas les statistiques devant moi, mais je serai heureux de les partager par la suite. Mais, sans surprise, les Canadiens qui avaient tâtonné avec l'IA, qui avaient expérimenté avec, avaient une appréciation beaucoup plus forte pour elle. Il y avait une vision plus positive. Et qu'est-ce que cela signifie ? C'est qu'ils voient comment cela améliore leur vie, comment cela rend leur quotidien un peu plus facile.

Et je pense que c'est tellement essentiel, que l'on parle des Canadiens individuels ou des entreprises, de commencer à jouer, à expérimenter. Ils connaissent mieux les problèmes qu'ils résolvent. Ils connaissent leurs problèmes mieux que nous. Et donc, si vous pouvez mettre les outils entre leurs mains, ils seront capables de les exploiter de manière inattendue.

De manière à générer de nouveaux résultats, de nouvelles innovations par eux-mêmes. Donc, je pense qu'il faut vraiment apprécier cela. Il y a eu un commentaire lors du dernier panel qui m'a tellement marqué, c'était, ça va rester avec moi pour toujours, c'est que si vous demandez aux gens ce qu'ils veulent, ils pourraient vouloir un cheval plus rapide.

Parce qu'ils ne pensent pas nécessairement à ce qui se profile à l'horizon, mais si vous pouvez le mettre entre leurs mains, tout à coup les possibilités s'ouvrent.

Jesse Hirsh: Allez-y.

Yana Lukashev - AWS Canada: Merci, Jessie. Je vais probablement répondre à une autre partie de la question pour compléter ce que Janette a mentionné. En regardant cela sous l'angle de la productivité, de manière très simpliste.

Et comment travailler à rebours à partir de cela pour atteindre la productivité, que ce soit pour le gouvernement ou pour les citoyens, que ce soit pour le secteur privé, alors vous revenez aux types de politiques que nous devons mettre en place et ensuite nous commençons à plonger dans la réforme réglementaire. Et donc c'est un exercice énorme qui, rien que pour entreprendre, prendrait des années à suivre cette voie.

Mais pour la technologie et le résultat de productivité que vous souhaitez, la réforme est inévitable. Et en examinant les politiques qui doivent être modifiées au Canada, nous parlons de consultations. Je vais aller un peu plus loin et dire, pourquoi ne pas envisager des bacs à sable ? Donc des environnements réels dans un cadre cloud, avec une petite précision que les innovations se produisent rarement en dehors d'un cadre cloud, y compris l'IA, l'IA générative, et la prochaine innovation qui viendra également.

Et donc, nous avons ces bacs à sable où la participation et les environnements contrôlés et sécurisés du gouvernement, du secteur privé, des universitaires et de la société civile peuvent avoir l'opportunité de jouer avec la puissance de cette technologie sans, et en examinant les politiques, sans mise en œuvre réelle. Merci. Et donc, il y a une richesse de données qui peuvent être recueillies à partir de ce type d'exercice qui nous permettra de voir quels différents paramètres nous voulons atteindre au Canada.

Donc, entièrement ouvert aux consultations, mais probablement dans une phase expérimentale, je dirais, dans des bacs à sable.

Jesse Hirsh: Eh bien, je soulignerais que le fil conducteur entre vos deux réponses est le jeu. Qu'il est nécessaire de pouvoir jouer avec ces outils, de jouer avec eux dans des environnements qui le permettent.

Des erreurs qui permettent des fautes, et cela n'a jamais vraiment été la mentalité du gouvernement. Et cela semble être l'un des problèmes qui entravent cela. Voulez-vous répondre ?

Yana Lukashev - AWS Canada: Eh bien, juste pour dire que j'ai apprécié les commentaires de Mark plus tôt. Il existe de réels obstacles, par exemple, pour permettre aux départements de partager des données entre eux.

Et penser que, le gouvernement dans son ensemble peut avoir l'opportunité d'améliorer ses politiques, mais ne peut pourtant pas partager les données entre ses départements. Il y a donc un problème de gouvernance à résoudre. Et puis, je me réfère à d'autres obstacles dans les politiques, comme les lois sur le droit d'auteur et autres, qui limitent vraiment la capacité du secteur privé à soutenir le secteur public dans l'atteinte de ses objectifs.

Shannon Lundquist - Deloitte: Je pense simplement, pour ajouter à votre commentaire sur le bac à sable, qu'il y a une opportunité pour le gouvernement de participer à des écosystèmes collaboratifs en tant qu'acteur principal afin de contourner certaines de ces peurs ou orthodoxies qu'ils ont concernant le partage de données. Et cela peut favoriser la prise de décisions basées sur des preuves, des décisions informées par les données qu'ils doivent prendre en matière de politique, avec des organisations comme MILA et bien sûr AI for Good.

Les initiatives sur lesquelles ils travaillent, comme celles de l'Institut Vector autour de l'économie, visent à impliquer les citoyens, les représentants du gouvernement, les acteurs de l'industrie, évidemment, et sont portées par un certain nombre de personnes remarquables du milieu académique pour offrir ce genre de perspective d'expérimentation et d'opportunité, car c'est ce dont nous avons besoin.

Nous devons rendre cela concret pour les gens.

Jesse Hirsh: Encore une fois, sans vouloir ramener cela à la question du leadership et. N'hésitez pas à prendre une direction complètement différente, mais il me semble que ce que nous décrivons ici est le terreau fertile pour un nouveau type de leader. Et un nouveau type de personne qui ne voit pas la consultation ou les retours comme un problème à gérer, mais comme une source de pouvoir, comme une source d'intelligence.

Anil Arora - World Bank: Oui, je vais aborder cela de la manière suivante. Nous avons des aspirations du 21^e siècle, en tant que société. Nous avons des infrastructures du

20e siècle, si je peux être généreux, et nous avons encore une pensée du 19e siècle. Et nos systèmes, notre gouvernance, tout cela, comme je l'ai dit, je suis très généreux avec la pensée du 19e siècle, car beaucoup de nos systèmes sont antérieurs à cela en termes de leur mise en place.

Et donc, si nous posons les mêmes questions avec cette perspective du 19e siècle, qu'allons-nous obtenir ? Ainsi, le leadership dans un monde numérique nous oblige à nous placer dans ce monde numérique et à poser les questions pertinentes pour aujourd'hui et demain. Je suppose que je suis dans une position un peu privilégiée parce que je peux voir ce qui se passe dans d'autres parties du monde.

Et ils ne vont pas à chaque application, bac à sable, pilote, peu importe, en demandant, qu'en pensez-vous ? Est-ce que ça va ? Étiez-vous d'accord avec ça ? Non, ils avancent à un rythme très rapide. En construisant les types d'infrastructures fondamentales, qu'il s'agisse d'identifiants personnels, d'identifiants d'entreprise, des types de registres qui sont des infrastructures de base nécessaires, ils ajoutent maintenant des services par-dessus ces horizontales, pas des verticales, des horizontales.

Ils intègrent la confidentialité, la vie privée et des cadres éthiques, puis ils posent les questions. Sur les mêmes plateformes, les citoyens peuvent dire, comment pouvons-nous améliorer les choses pour vous ? Et ils disent, oui, d'accord, tout le monde ne pourra pas le faire. Alors, quelles sont les alternatives pour que les gens puissent quand même obtenir ce genre de services ?

Ils n'ont pas peur d'échouer rapidement. Ils n'ont pas peur de faire des choses agiles et itératives. Et ils instaurent une transparence et une confiance qui disent que ce ne sera pas parfait. Dites-moi ce qui est parfait aujourd'hui. Même dans le monde physique, rien n'est parfait.

Nous nous sommes simplement habitués à certains risques et nous avons mis en place des stratégies d'atténuation. Nous devons faire de même maintenant avec les gouvernements, le secteur privé, les citoyens et la société civile pour aller de l'avant. Mais quand on observe le dialogue, il est très binaire. Voulez-vous aller de l'avant ou pensez-vous que nous devrions rester dans l'ancien monde des calèches ?

C'est la mauvaise question à poser.

Yana Lukashev - AWS Canada: Peut-être que je vais juste ajouter à cela et le remettre légèrement en question, car il y a une tendance que nous observons où les gouvernements posent ces questions et essaient de renforcer cette résilience, ce qui, je pense, a une définition différente de la résilience et de l'agilité par rapport au secteur privé.

Mais cela mis à part, nous voulons souligner le partenariat public-privé, car ce que nous voyons actuellement au Canada, c'est une tendance presque opposée. Le gouvernement choisit de construire sa propre infrastructure, de créer ses propres mécanismes, de renforcer sa souveraineté, de construire ses propres centres de données.

Et cela serait une préoccupation. Premièrement, il n'a pas les ressources pour le faire. Deuxièmement, la question se pose : est-ce que les Canadiens doivent payer pour cela ? Et troisièmement, quel est vraiment le rôle du secteur privé à ce stade en tant que partenaire technologique des gouvernements et du secteur public ? Et franchement, pas seulement le secteur public et le gouvernement, mais j'inclus le secteur public au sens large, les provinces, les municipalités, les autorités sanitaires, les conseils scolaires, etc.

Et donc, il y a une démocratisation que le secteur privé est en mesure de soutenir plus largement. Pour illustrer ce point avec une statistique, le classement de l'e-gouvernement de l'ONU vient de sortir. Au Canada, en 2010 ou 2013, si ma mémoire est bonne, nous étions 43e dans le monde parmi les 50 premiers pays.

Des années plus tard, nous sommes maintenant 47e. Donc encore une fois, mon 5,5 est légèrement optimiste, mais reste néanmoins un défi car, après tant d'années, nous n'avons toujours pas réussi à surmonter les obstacles.

Shannon Lundquist - Deloitte: Et je pense, juste pour ajouter à cela aussi, et je pense que votre rôle précédent spécifiquement, comme en 2019, d'abord, le Canada, première stratégie de données à l'échelle du gouvernement, couvrait tout, de la vision, la gouvernance, la modélisation des données au modèle opérationnel.

Et donc, cinq ans plus tard et probablement des centaines, sinon plus, d'évaluations de stratégies de données actuelles, très peu de mouvements en dehors de Statistique Canada, n'est-ce pas, qui a été le premier à se lancer dans ce domaine. Donc, pour répondre à votre question sur le leadership et vos points, je pense qu'il y a aussi du courage, comme pour les gens, n'est-ce pas, c'est difficile de faire ce premier pas ou ce deuxième pas, n'est-ce pas ?

Jesse Hirsh: Eh bien, je pense que le courage doit être accompagné d'incitations. Parce que les gens doivent être récompensés pour leur courage, car en ce moment, c'est l'inverse qui est vrai. En général, on est puni pour être courageux. Et il semble y avoir une infrastructure que nous négligeons, qui est l'alphabétisation.

Et comment nous développons cette littératie. Je reviendrai là-dessus. Mais Jeanette, tu voulais intervenir.

Jeanette Patell - Google: Non, je pense que c'est juste, par rapport aux points soulevés sur le besoin de courage et de leadership ici, je pense aussi que nous devons redéfinir ce qu'est le risque, notre conception du risque. Parce qu'il y a un coût réel à ne pas saisir ce moment.

Ce n'est pas seulement un coût d'opportunité. Nous avons vu dans l'UE, le rapport Draghi est sorti et a vraiment énuméré l'impact économique global de tout cela. Dans ce cas, une approche entièrement différente de la régulation du secteur technologique en particulier, mais pas seulement, et donc, il y a des impacts générationnels à manquer ce moment.

Et je pense que, quand nous regardons autour du monde pour voir qui nous devrions imiter, où, comment pouvons-nous être plus agiles, plus rapides, montrer plus de courage. Je pense qu'une partie de cela commence par la manière dont nous pensons au risque. Et y a-t-il en fait plus de risque à ne pas saisir ce moment et à s'y engager qu'à simplement rester immobile ?

Jesse Hirsh: J'adore ça. Et ça me rappelle un peu ce que Sue a mentionné dans le panel précédent, à savoir qu'il y a beaucoup de talent, d'intelligence et de perspectives intéressantes au Canada qui ne font pas actuellement partie du processus politique. Soit parce que pour eux c'est sans importance, comme pour beaucoup de YouTubers, mais aussi parce qu'il n'y a pas de moyen facile de s'impliquer.

Il n'y a pas de voie d'accès facile. Et je veux revenir sur cette question de la littératie parce que mon deux est déjà devenu un quatre. Parce qu'en traînant avec vous, je me rappelle, oui, il y a vraiment des gens intelligents qui réfléchissent à ces questions, contrairement à quand je regarde la période des questions ou les députés et que je me dis, on est foutus !

Alors, comment pouvons-nous encourager un sens de la littératie, à la fois parmi ceux qui ont la chance d'être élus, mais aussi, et cela revient au partenariat public-privé, au sein de la fonction publique. Parce que oui, il y a des gens vraiment intelligents dans la fonction publique, mais ma principale critique, si vous êtes dans la salle, est que leur vision du monde est très étroite.

Ils ne passent pas de temps sur ce qui était autrefois 4chan, ou ce que cela pourrait être aujourd'hui. Ils ne voient pas l'Internet que je vois, et ils ne créent pas une législation ou un dialogue politique qui correspond réellement à ce que je pense être le monde réel. Alors, comment abordons-nous cette question de la littératie ? Comment nous assurons-nous que les personnes qui ont des contributions valables fassent réellement partie du processus plutôt que d'être à l'extérieur à lancer des tomates et à se demander ce qui ne va pas ?

Yana Lukashev - AWS Canada: Oui, je peux peut-être commencer. Donc, absolument. Je pense que développer les talents et les compétences et avoir un vivier à cet effet sera

extrêmement important pour l'avenir de l'économie numérique. Je vais aborder d'abord la perspective du service public. Incitez, incitez, du point de vue de la planification du développement de la main-d'œuvre, vos fonctionnaires à apprendre de nouvelles compétences et les nouvelles compétences numériques.

Il existe actuellement des modules où en six semaines, vous pouvez devenir un analyste de données, par exemple, ce qui, d'un point de vue expérience utilisateur, va vous permettre de gagner du temps et de l'efficacité dans votre journée de travail. Donc, au sein de la fonction publique, je pense que nous devons, le gouvernement doit repenser la manière dont il envisage le recrutement et la planification du développement de la main-d'œuvre, et l'avenir de la fonction publique et comment il veut soutenir les Canadiens de manière plus générale. Extérieurement, je pense qu'il y a aussi un rôle pour le secteur privé afin de démocratiser l'apprentissage des compétences numériques. Que ce soit en partenariat avec des institutions académiques ou en partenariat avec des conseils scolaires pour les programmes éducatifs, et pas seulement pour les adultes, mais en descendant jusqu'à la sixième année et en se demandant, quelles compétences pouvons-nous enseigner aux jeunes enfants?

L'IA fait déjà partie intégrante de notre quotidien, ne créons pas cette grande vision de l'IA. Vous utilisez les applications, Airbnb et Uber, et vous réservez vos billets sur Air Canada en ligne, tout cela, c'est de l'IA. Alors, quelle est la prochaine itération de l'innovation de l'IA qui va émerger, et celle qui suivra ?

Jeanette Patell - Google: Oui, concernant la formation de la main-d'œuvre, nous avons plusieurs méthodes pour y parvenir, y compris un cours sur les bases de l'IA proposé par Google, qui est accessible à tous. Nous pouvons tous le suivre facilement. Il y a aussi l'IA pour les éducateurs. Comment aider les enseignants à comprendre comment l'intégrer dans la salle de classe ?

Quels types d'outils sont disponibles pour leur faciliter la vie ? Il y a des moyens simples et très tactiques, mais je pense en fait que c'est un excellent projet pour l'IA. Quand on pense à la fonction publique, il y a des obstacles. Je pense qu'il y a, peut-être parce que je suis un ancien fonctionnaire, mais je pense qu'il y aurait un public au sein de la fonction publique pour utiliser ces outils et devenir vraiment habile et fluide avec eux.

Mais il y a, nous ne pouvons pas ignorer le fait qu'il y a des obstacles, mais ne serait-il pas formidable si l'IA était l'outil utilisé pour identifier ces obstacles et ensuite trouver un moyen de les surmonter ? Je pense donc que c'est une très bonne question à laquelle Mark Schaan devrait répondre la prochaine fois qu'il sera ici.

Shannon Lundquist - Deloitte: Je pense qu'il y a aussi un aspect de littératie numérique organisationnelle.

Et je pense que Sue en a parlé lors du dernier panel aussi, c'est qu'il y a, comme, un problème d'équité numérique, un problème d'accès dans ce pays en ce moment, et je

ne vois pas que nous faisons beaucoup de progrès à ce sujet. Et puis, le deuxième point que je dirais, ce n'est pas comme si nous devions tout recommencer à zéro comme d'autres organisations dans ce pays.

Les institutions financières, par exemple, s'efforcent de créer une résilience numérique. Elles ont mis en place des programmes par nécessité, pour des domaines comme la crypto, la cybersécurité, le ML, et toutes ces exigences qui les poussent dans cette direction.

Et je pense, pour revenir à votre point précédent, qu'il faut des incitations et qu'il faut aussi en faire une priorité.

Anil Arora - World Bank: Oui, eh bien, comme je l'ai dit, il y a de nombreuses opportunités dans le service public pour améliorer les choses et j'ai été l'un des co-auteurs de la stratégie de données originale et de la mise à jour publiée l'année dernière. Je pense que c'est un cadre très solide pour aller de l'avant.

Et la première a été conçue et rédigée en 2017. En fait, cette stratégie est maintenant utilisée dans de nombreux autres pays et de nombreuses autres organisations utilisent ce cadre. Oui, je veux dire, il n'y a aucun doute là-dessus. J'étais définitivement à l'avant-garde, poussant beaucoup, j'ai déplacé toute l'organisation vers le cloud en 1999.

Nous mettons en place la première application Internet pour le recensement. Et comme lors de ce dernier recensement, 82 % des Canadiens ont rempli le formulaire de recensement en ligne. Ensuite, nous avons poussé l'École de la fonction publique du Canada à former littéralement des milliers et des milliers de fonctionnaires à travers des centaines de cours sur la littératie.

Il y a un réseau de science des données et une poussée pour dire, adoptons le langage machine, l'apprentissage automatique et l'IA, etc. Et maintenant, nous avons littéralement des dizaines de milliers de fonctionnaires à travers tout le pays qui utilisent réellement ces outils dans des centaines de projets différents. C'est donc une vue de l'intérieur sur l'évolution des choses.

Donc, il y a de l'élan et beaucoup, beaucoup de travail en cours. Comme je l'ai dit au début, nous avons des problèmes du 19ème siècle à résoudre. Et ils ne sont pas liés à la technologie, franchement. Je veux dire, demandez à une province de partager ses données de santé avec le gouvernement fédéral.

Vous pensez que c'est un problème technologique ? Oui, il y a des technologies, mais c'est surtout une question de culture. Il y a toutes sortes de problèmes qui vont bien au-delà de l'IA. Nous avons de l'accumulation de données. Nous avons des marécages de données qui se créent. Nous avons des silos de données.

Parce que les lois de ce pays empêchent une institution de partager les données avec d'autres institutions du même niveau de gouvernement. Et donc, nous avons beaucoup de défis, sans aucun doute. Mais je soutiendrai que, malgré ces défis, les fonctionnaires progressent en fait. Et je vous ai donné quelques exemples.

Je peux vous en donner beaucoup plus si vous êtes intéressé. Eh bien, nous sommes en fait des leaders et nous avançons. Donc, je crois qu'il faut s'appuyer sur les succès. Confrontons les problèmes particuliers. Ayons les bonnes stratégies pour pouvoir avancer. Donc, beaucoup, beaucoup de défis.

Mais ils ne sont pas techniques, et nous devons avoir une véritable conversation avec la société civile. Nous devons démontrer que nous sommes des utilisateurs de données, et que nous sommes des utilisateurs responsables de leurs données, et qu'ils ont leur mot à dire, et que la diversité des voix doit être intégrée dans notre direction.

Jesse Hirsh: Alors, laissez-moi vous poser une question inattendue, et avant de le faire, je vais vous donner un aperçu des questions à venir, pour que tout le monde soit sur la même longueur d'onde. Je vais vous interroger sur l'international, puis je vais vous demander quelles politiques spécifiques vous pensez que la Société Internet du Canada devrait privilégier. Avant d'y arriver, il me semble, et c'est votre point sur la diversité des voix, que je me suis toujours senti exclu de presque tous les processus politiques ici à Ottawa, surtout ceux liés au numérique, parce que les métaphores ne fonctionnent tout simplement pas pour moi.

Et il me semble que personne ne remet jamais en question les Métaphores, comme "les données sont le nouveau pétrole", que j'ai toujours trouvé être une Métaphore absurde. Ou que l'IA va prendre vie et devenir une sorte de dieu, ce que je pense être une Métaphore ridicule. Mais il n'y a jamais de place pour remettre en question ces Métaphores. Donc, si nous voulons un gouvernement qui pense à l'avenir, qui rassemble les gens pour l'avenir, comment remettons-nous en question ces Métaphores ?

Qui décide de ces métaphores ? Parce que je vous dirais tout de suite que l'Internet n'existe pas. Ce n'est qu'une métaphore. Les gens ne parlent pas de TCP, IP quand ils parlent d'Internet. Le WOB, oui, c'est HTTP. Cela existe, mais l'Internet n'est qu'une métaphore. Alors, comment, dans le domaine des politiques et de la législation, des statistiques qualitatives et quantitatives, remettons-nous en question les métaphores et engageons-nous dans les métaphores en matière de politique ?

Encore une petite digression avant de revenir aux questions à l'ordre du jour. Quelqu'un est intéressé pour s'en charger ?

Yana Lukashev - AWS Canada: Je vais probablement répéter ce qui a déjà été dit plus tôt. En simplifiant le langage, je pense que nous utilisons beaucoup de métaphores, et même certains termes sont compris différemment entre les secteurs privé et public.

Mais en simplifiant un peu, en le rendant compréhensible pour tout le monde et en ayant ce fil conducteur commun que nous pouvons tous comprendre.

Je pense que c'est la première étape. Le niveau zéro, disons, pour engager la conversation, à mon avis.

Jesse Hirsh: D'autres réflexions sur l'utilisation du langage dans une société contemporaine où les mots ont des significations si différentes ?

Jeanette Patell - Google: Eh bien, un homme très intelligent a récemment dit, et je vais juste le voler parce que l'imitation est la forme la plus sincère de flatterie.

Si, à l'époque, l'IA avait été appelée quelque chose de moins effrayant comme statistiques computationnelles au lieu d'intelligence artificielle, nous ne serions pas ici, nous ne serions pas en train d'avoir les types de conversations enflammées et hyperboliques que nous avons.

Donc, les mots ont de l'importance. Et ce cheval a quitté l'écurie il y a bien longtemps, voilà une métaphore pour vous.

Jesse Hirsh: Mais, bonjour, en tant que propriétaire de chevaux, ils essaient toujours d'entrer dans ma grange constamment. Mais, bon, voilà. La métaphore ne fonctionne pas alors. Et pour répondre à votre question, l'IA n'est-elle pas simplement de l'informatique en nuage ? Pourquoi ne l'appelons-nous pas informatique en nuage ?

Mais encore une fois, les histoires comptent. Maintenant, sur le plan international. Parce que c'était une question à l'ordre du jour. Y a-t-il des juridictions, des parties du monde, des niveaux de gouvernement auxquels nous pourrions nous référer pour leur vision avant-gardiste, leurs stratégies ou leurs succès ? Un coup de chapeau à un nouvel ami que je me suis fait aujourd'hui, qui vient de l'ambassade des Pays-Bas, dont une partie de son travail consiste à assister à des événements comme celui-ci et à défendre les questions de cybersécurité et d'économie numérique des Pays-Bas.

Y a-t-il d'autres juridictions que le Canada devrait examiner pour apprendre à combler le fossé entre la législation, la technologie et l'avenir ?

Anil Arora - World Bank: D'accord, je vais peut-être commencer. Tout d'abord, tout pays qui prétend avoir trouvé la solution et être maintenant sur la voie facile, avec le soutien de sa population, ment probablement, d'accord ?

Même les pays les plus autoritaires qui ne se soucient pas vraiment de la vie privée, des droits de l'homme ou quoi que ce soit. Nous allons simplement collecter toutes ces données ou nous allons, ou nous allons extraire tous les modèles. Nous allons vous dire quoi faire, etc. Ils n'ont pas encore trouvé la solution.

D'accord. Même certains pays qui avaient compris et dont les gouvernements avaient collecté toutes ces données. Devinez quoi ? Ils ont été renversés et maintenant nous avons d'autres régimes et le public se dit : Oh mon Dieu, qu'avons-nous fait ? D'accord. Donc même ceux qui regardaient à travers le pare-brise et ceux qui regardaient au-delà se demandent, d'accord, quelle est la bonne voie à suivre ?

D'accord. Et je dirais que nous sommes comme la plupart des autres choses, en plein milieu de ce continuum. Il y a ceux qui disent que c'est du capitalisme de surveillance. Ces grandes entreprises ont volé toutes nos données. Comment osez-vous légiférer et rendre cela même légal alors que c'était du vol dès le départ.

Et puis, vous avez d'autres qui disent, eh bien, d'accord, c'est comme ça, mais nous allons nous arrêter et nous assurer que cela ne s'aggrave pas. RGPD, UE, etc. Et même ceux comme les États-Unis qui sont allés un peu trop loin disent maintenant, oh, peut-être que nous devons faire marche arrière un peu.

Cela signifie que nous sommes parfaitement placés dans ce continuum. Et donc la question est, comment avançons-nous collectivement ? Si vous allez trop vite, vous allez vous retrouver seul et vulnérable. Vous allez voir toutes vos réglementations et lois se dire, oh mon Dieu, d'accord, où allons-nous ? Si vous allez trop lentement, alors vous voyez ce qui se passe. Donc, je pense qu'il y a des moyens réfléchis de travailler ensemble et je crois fermement que même si vous allez un peu plus lentement, mais que vous travaillez de manière collaborative, et je pense que le langage est important.

Je pense que, il y a beaucoup de ces analogies et métaphores et tout ça. C'est bien. Ça peut vendre des journaux, ça peut attirer des regards sur les sites web, et ainsi de suite. Je pense que la preuve est dans l'action. Je pense que la plupart des citoyens veulent voir leurs gouvernements agir. Être responsables. Ils veulent qu'on leur fournisse de bons services.

Ils veulent s'assurer que leurs données sont protégées et qu'ils ont leur mot à dire sur la direction à prendre. Notre objectif devrait donc être de travailler sur ces applications et de collaborer avec eux pour démontrer une véritable valeur et une utilisation responsable de leurs données. Il y a du travail à faire.

Il y a du travail à faire dans le secteur privé. Ils ont des difficultés. Selon le dernier sondage que j'ai vu, seulement un tiers du secteur privé utilise réellement ces technologies et dispose des capacités nécessaires. C'est seulement un tiers, voire un peu plus, qui dispose des protections de cybersécurité nécessaires pour aller de l'avant.

Nous pouvons donc être tout aussi critiques, je dirais, dans d'autres secteurs de notre société qui ont besoin de cette littératie numérique et de comprendre l'utilisation responsable. Je pense donc que nous avons beaucoup de travail à faire sur plusieurs fronts. Mais je pense que, comme je l'ai dit, nous sommes fermement au milieu. Je pense que nous sommes bien placés.

Nous devons simplement accélérer et commencer à penser dans le monde numérique plutôt que d'appliquer les visions du monde ancien et avancer. De cette manière réfléchie, je pense que le Canada peut réellement avoir l'opportunité de faire des choses très responsables, de créer toute une ligne d'affaires, de développer cette expertise et de l'exporter, car nous avons cette infrastructure, cette confiance.

Nous avons même l'énergie. Il s'agit également des ressources énergétiques. Et je pense que nous avons cet avantage de pouvoir travailler ensemble avec le secteur privé et le secteur public pour créer.

Yana Lukashev - AWS Canada: Donc, je pense que ma note de 5,5, je vais la monter à 6,547 maintenant, parce qu'il y a une chose sur laquelle je suis totalement d'accord avec Anil. Le Canada a le potentiel de réaliser de grandes choses simplement en observant ce que d'autres juridictions ont traversé et en appliquant ce qui est approprié dans le contexte canadien.

Donc, je n'ai pas beaucoup d'exemples, mais j'en ai quelques-uns que je veux donner et ils sont un peu dispersés partout. Si nous regardons le Royaume-Uni, par exemple, du point de vue du bac à sable réglementaire, ils ont créé un hub d'innovation qui examine comment faciliter ces tests, comment faciliter cette collaboration entre les régulateurs et l'industrie, et cela les a menés assez loin, mais finalement à un point de succès où ils sont capables de mesurer certains de ces objectifs.

Singapour, du point de vue de la transformation numérique et d'un gouvernement orienté vers les services aux citoyens, je pense qu'ils ont fait des choses merveilleuses. Bien sûr, le point culminant de cela est l'adoption du cloud. Ils ont accéléré le taux d'adoption du cloud dans le gouvernement, mais aussi démocratisé cela à travers les industries de leur économie pour pouvoir l'élever.

Et je vais également préciser que la stratégie nationale des États-Unis en matière d'IA, ils l'examinent d'un point de vue de la recherche et des ressources et comment injecter des investissements supplémentaires pour favoriser ce type de développement, de déploiement et d'adoption responsable de l'IA. Et la seule chose que je dirai que le Canada a, et je terminerai là-dessus, c'est l'opportunité en ce moment d'examiner la législation sur l'IA.

Il y a donc beaucoup de travail qui a été consacré à C27 et à AIDA ainsi qu'aux éléments de confidentialité du projet de loi. Mais en prenant du recul et en s'assurant que cela ne devienne pas un obstacle ou ne freine pas l'innovation, mais plutôt l'encourage, je me tournerai probablement vers les principes de l'IA d'Hiroshima et dirai que la flexibilité de ces principes et la manière dont ils sont présentés est probablement quelque chose que le Canada devrait envisager.

Il est basé sur des cas d'utilisation, sur les risques et sur des objectifs de résultats. C'est donc probablement un sujet sur lequel nous devons dialoguer lors de la prochaine

itération de ce à quoi pourrait ressembler un cadre réglementaire pour l'IA dans ce pays, en le liant à la productivité et à la compétitivité.

Jeanette Patell - Google: Oui, je serais d'accord avec ça.

Et je pense, j'ai commencé ma carrière dans la politique commerciale et j'ai bu le Kool Aid et cela dure encore aujourd'hui, c'est-à-dire que le Canada est une nation commerçante. Nous l'avons toujours été, que ce soit pour les biens physiques, dans notre économie de services, et maintenant dans l'économie numérique. Nous ne pouvons pas faire cavalier seul et nous ne devrions pas essayer.

Ce n'est pas à notre avantage. Et donc, quand on pense à quelque chose d'aussi incroyablement transformateur que l'IA, qui est vraiment une percée et la manière dont nous faisons des percées, cela aura des impacts et des opportunités dans tant de nos secteurs. Je pense que nous devons reconnaître où nous avons cette force du côté de la recherche.

Si nous voulons vraiment en bénéficier, nous devons en fait passer à la commercialisation et à l'adoption afin de pouvoir aborder cette scène mondiale et permettre à nos entreprises de réussir à vendre dans le monde entier. Et donc, pour y parvenir, nous devons faire très attention à ne pas nous isoler réglementairement.

Et rendre plus difficile de construire et de déployer ici au Canada qu'ailleurs dans le monde. Je pense qu'il faut vraiment y réfléchir. Et l'une des choses que j'examinerais est : comment l'éléphant fait-il ? Nous savons que nous sommes la souris, que fait l'éléphant ?

Eh bien, les États-Unis poursuivent cela de manière vraiment intéressante, notamment par un décret exécutif, mais un décret qui a été élaboré de manière intensément collaborative pour arriver à un point où il pourrait y avoir un alignement entre l'industrie et le gouvernement sur la façon d'aborder ces grandes questions, puis en le confiant au NIST, et en adoptant un modèle de hub et de rayons qui place les conversations, comme les conversations techniques, au plus près des centres d'expertise, plutôt que d'essayer d'avoir une super agence qui gouverne tout ce qui concerne l'IA.

Et donc, je pense qu'il y a des approches vraiment utiles que nous devrions intégrer. Pas nécessairement les dupliquer, mais vraiment saisir, non seulement l'élan, mais tout ce qu'ils ont construit, afin que nous puissions adopter une approche continentale ou mondiale de la politique de l'IA, tant que nous en avons encore l'opportunité.

Shannon Lundquist - Deloitte: La dernière chose que j'ajouterai, et Neil l'a également mentionné, c'est que vous trouverez de nombreux cas d'utilisation intéressants à travers le monde et les meilleurs proviennent soit de gouvernements de villes uniques,

soit de gouvernements qui ont un peu plus d'autonomie et n'ont pas à gérer les multiples niveaux de gouvernement ou de gouvernance intergouvernementale que nous avons dans ce pays.

La deuxième chose que je dirais, c'est que nous avons une aspiration et une ambition, et je pense que nous devons simplement les soutenir. Si vous regardez l'ambition de l'Australie de devenir un leader dans le domaine quantique, ils ont déclaré qu'ils allaient être un leader dans ce domaine. Ils ont alloué un budget considérable à long terme pour cette aspiration, ce qui inclut l'éducation nationale de leur équipe, leur capacité à commercialiser la R&D et la réglementation des importations et exportations.

Donc, ils ont permis. Leur aspiration. Et ce que je ressens, c'est que nous avons une aspiration, et maintenant nous jouons un peu à la chasse-taupe pour essayer d'aligner les choses derrière, l'aspiration de manière très, disons, sécurisée, comme le Conseil de sécurité récemment annoncé.

Je pense donc que nous devons simplement exprimer notre aspiration et ensuite permettre aux secteurs public et privé de la réaliser.

Jesse Hirsh: Et je vais en profiter pour me faire un peu de publicité : la semaine prochaine, je vais au Middlesex Centre, une municipalité rurale de l'autre côté de Londres.

pour les aider à développer une stratégie d'IA, sur laquelle ils se concentrent principalement comme ChatGPT et Claude, mais je veux leur montrer Google Notebook, car ce que j'aime avec Google Notebook, c'est qu'il vous permet vraiment de configurer le soi-disant chatbot pour communiquer autour des documents et des ressources que vous aimez. Et c'est fantastique comme terrain de jeu, comme bac à sable, où vous pouvez faire beaucoup en termes de développement de politiques, en termes de relations communautaires, de travail de liaison communautaire.

Donc encore une fois, je pense que beaucoup de cela se résume à travailler sur le terrain. Travailler avec ces types de municipalités, ces niveaux de gouvernement, pour leur permettre de comprendre cela. Je pense que c'est là que nous franchissons le cap, pour être proactifs plutôt que réactifs. Alors, dans nos dernières minutes, surtout parce que nous terminons la journée avant notre réception, à laquelle nous espérons que vous resterez tous, y a-t-il des domaines politiques particuliers sur lesquels vous pensez que la Société Internet du Canada devrait se concentrer ?

Et comme je vous lance cela à la dernière minute, ce n'était pas prévu à l'ordre du jour, je vais commencer. Je pense que la cybersécurité est le scandale que nous avons négligé et auquel nous n'avons accordé que des paroles en l'air. Pour répondre à vos points sur le fait que le Canada est un leader mondial, pourquoi ne sommes-nous pas classés au même niveau que la Corée du Nord, l'Iran et la Russie en termes de compétences en cybersécurité ?

Je pense que c'est une occasion manquée. Certes, je suggère que nous devrions être des hackers éthiques. Mais néanmoins, il y a une énorme quantité de compétences et d'expertise au sein des communautés de hackers ici au Canada. Ils ne travaillent pas du tout en étroite collaboration avec le gouvernement, et je dis qu'ils devraient le faire, car c'est un modèle que nous voyons à l'international, et c'est un domaine politique que nous devrions prioriser.

Je suis un peu facétieux, mais pas complètement. Y a-t-il d'autres domaines sur lesquels vous pensez que la Société Internet du Canada devrait se concentrer en matière de priorités politiques ?

Yana Lukashev - AWS Canada: Ma liste, et je vais juste la parcourir brièvement. Cyber, je le répète un million de fois. Loi sur le droit d'auteur. Le gouvernement a fait une consultation à ce sujet. Elle est allée dans un trou noir et nous n'avons jamais vu la version suivante. IA, à quoi ressemble le cadre de l'IA sous notre prochain gouvernement ? Et la politique énergétique. Je sais qu'Anil l'a mentionnée et y a fait référence, mais plus précisément, comment cette politique énergétique examine-t-elle directement l'infrastructure numérique ?

Parce que je peux vous dire, du point de vue d'AWS, qui est très présent avec cette infrastructure au Québec, nous rencontrons de grandes difficultés. C'est une province qui n'a plus d'énergie pour aucune industrie, encore moins pour la nôtre. Alors, comment mieux intégrer cette relation et s'assurer que la politique énergétique du Canada est alignée sur le côté infrastructure, la demande, les prévisions, etc., etc.

Et tout cela remonte au succès des entreprises au Canada ainsi que du secteur public-privé, qui est également inclus.

Jeanette Patell - Google: Donc peut-être, je suis d'accord. Je pense que ce sont tous des domaines vraiment importants sur lesquels se concentrer en matière de politique. Mais je pense aussi que peut-être pas tout, pas chaque, mais au lieu de cela, si tout ce que vous avez est un marteau, tout ressemble à un clou.

Tout ne doit pas nécessairement être une solution politique ou une discussion politique. Alors, comment envisageons-nous également l'engagement public ? Parce que ces voix, comme, quel est leur, ils ont un intérêt direct, les Canadiens, à ce que nous réussissions et déterminions les priorités. Alors, comment engageons-nous les Canadiens dans la conversation sur l'avenir de l'adoption numérique dans ce pays ?

Jesse Hirsh: Exactement.

Shannon Lundquist - Deloitte: J'adore ça. Et je vais insister sur ce que j'ai mentionné plus tôt. Je pense que l'équité numérique et l'accès peuvent être cruciaux.

Anil Arora - World Bank: Donc, nous allons devoir choisir des gagnants. D'accord. Et donc, si nous allons avoir l'équivalent de l'énergie, qui a vraiment été nos minéraux énergétiques et ainsi de suite, ce qui a vraiment été notre marque sur le monde.

Je pense qu'il y a une réelle possibilité que les données numériques soient notre prochaine grande avancée. Et donc, je pense que nous devons nous concentrer dans ce domaine. Je veux dire, je suis du monde. Je sais que je vais faire une analogie avec le monde réel juste pour montrer ce que je pense, c'est que nous n'avons pas construit des routes et des chemins de fer en disant à tout le monde de se débrouiller pour la sécurité et la fiabilité.

Je veux dire, c'est quelque chose qui devrait être inclus d'office. La cybersécurité devrait faire partie de l'infrastructure fournie aux entreprises et aux citoyens. Il ne devrait pas être laissé à chacun de chercher et de trouver ce dont il a besoin. C'est triste de constater que deux tiers des entreprises n'ont aucun plan, aucune ressource ou même une personne de référence.

Pour la cybersécurité, quand vous voyez la moitié d'entre elles ou même plus se faire pirater et être victimes de rançongiciels. Et donc cela devrait être inclus d'office. Cela devrait être quelque chose que les citoyens possèdent. Et puis nous devrions avoir ce genre de règles. Et puis cela peut changer en fonction de la rapidité, de la direction que nous prenons, nous devrions redoubler d'efforts pour enseigner aux gens la gestion des données. Les données sont le véritable atout et comment les gouverner ? Comment acquérir les compétences nécessaires ? Nous devrions enseigner cela aux gens, aux entreprises également. Nous devrions enseigner aux entrepreneurs comment ils peuvent aborder cela. C'est le véritable atout. Comment le gérer dans ce monde réel, qui est global, où ces revenus nous reviennent plutôt qu'à d'autres dans le monde, si vous voyez ce que je veux dire. Nous devrions être ceux qui possèdent cette expertise et nous devrions exporter cette expertise car elle a une valeur bien plus grande que l'exportation du produit brut. Il y a donc de nombreux domaines sur lesquels nous pourrions nous concentrer, mais nous devons être très stratégiques.

Nous sommes les créateurs, dans de nombreux cas, de cette intelligence qui a vu le jour ici même au Canada, et nous devons devenir vraiment excellents dans ce domaine, pas seulement bons ou suffisamment bons, et ensuite nous demander comment en faire notre avantage sur la scène mondiale.

Jesse Hirsh: Mais ce que je trouve absurde et peut-être révélateur du problème du processus politique actuel, c'est que je suppose que vous n'avez jamais réellement participé à un débat où quelqu'un a soutenu que non, les données ne sont pas précieuses.

Les données ne sont pas...

Anil Arora - World Bank: Eh bien, en fait, j'ai entendu des gens parler de faits alternatifs, et j'ai écouté toutes ses chansons.

Jesse Hirsh: Je ne parle pas de complot, et c'était une attaque désobligeante, monsieur. Mais je vous demande, membres du public, votre note, votre confiance en l'avenir, de 0 à 10, a-t-elle changé à la suite de notre discussion ?

Y a-t-il quelqu'un ici qui dirait que cela a effectivement changé, que ce soit à la hausse ou à la baisse ? Certains d'entre nous, au sein du panel, ont vu leurs opinions s'améliorer. Et oh, oui, une main au fond. Est-ce que c'est monté ou descendu ? Descendu. Y a-t-il quelqu'un d'autre ici dont la vision de l'avenir est devenue plus optimiste ou moins optimiste ?

Quelqu'un d'autre veut-il dire qu'il a changé? Oui, une autre main. Plus haut. Plus haut, oui ! Donc, nous avons atteint deux personnes aujourd'hui. Félicitations, je pense, certainement, pour une discussion politique, c'est une étape importante. Si nous pouvions applaudir chaleureusement notre panel.

La prochaine fois, je veux que le critère de succès du panel soit annoncé à l'avance, à savoir qu'il s'agissait d'un concours de popularité.